

# Le Brésil, future ferme du monde arabe ?

PAR SÉBASTIEN ABIS ET JESSICA NARDONE <sup>1</sup>

*Depuis près d'une décennie, et notamment depuis la création en 1999 du G20, ce forum économique qui associe aux pays les plus industrialisés du monde une dizaine de pays à économie émergente, le Brésil prend une place de plus en plus grande sur la scène internationale. Ce géant sud-américain semble bien parti pour rivaliser avec les leaders mondiaux, en particulier dans le secteur de l'agriculture.*

*Sébastien Abis et Jessica Nardone ont examiné de près l'essor du Brésil dans le domaine agricole, dans un contexte d'autant plus porteur que l'on assiste depuis quelques années à diverses formes de crise alimentaire. Ils présentent ici les atouts du Brésil en la matière et sa stratégie internationale. Ils montrent en particulier comment ce pays se positionne de plus en plus comme leader de la coopération Sud-Sud, avec une pénétration de plus en plus forte au sein du monde arabe. Comme en témoignent les évolutions récentes des échanges entre le Brésil et les pays du sud de la Méditerranée, le géant sud-américain pourrait en effet rapidement devenir l'une des fermes du monde arabe, au détriment notamment de l'Europe. À cet égard, les auteurs esquissent, en fin d'article, trois scénarios d'avenir possibles selon lesquels, à moins d'un réel effort européen en direction des pays du sud du Bassin méditerranéen, la convergence arabo-brésilienne irait croissant dans le domaine agricole voire aboutirait à une véritable coopération politique dépassant ce secteur. S.D. ■*

---

1. Sébastien Abis est administrateur au secrétariat général du CIHEAM (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes) ; Jessica Nardone, diplômée de la London School of Oriental and African Studies (SOAS), se spécialise actuellement sur les questions de développement agricole et rural dans les pays du Sud.

**L**es désordres agricoles et alimentaires, qui secouent de plus en plus fortement la planète, rappellent au monde que l'agriculture ne saurait être oubliée des grandes variables qui façonnent les relations internationales. Dans ce contexte, l'émergence du Brésil, qui s'appuie sur de multiples atouts dont la puissance de son agriculture, doit être attentivement considérée car ce pays pourrait jouer un rôle véritablement majeur dans les années à venir. Symétriquement, au sein du monde arabe, la vulnérabilité croissante de la production agricole et l'intensification des distorsions alimentaires constituent de nouvelles sources de turbulences dans une région déjà agitée.

Ces deux dynamiques combinées, ajoutées à l'essor d'une nouvelle diplomatie Sud-Sud, laissent présager que les intérêts communs s'amplifieront graduellement entre le Brésil et les pays arabes. Cet article vise précisément à questionner cette intuition pour explorer un futur possible trop peu examiné mais qui semble se rapprocher.

## ***L'émergence du Brésil sur la scène internationale***

### ***Quand le Brésil s'éveille dans un monde multipolaire***

La mondialisation des échanges se traduit par une interdépendance croissante des espaces régionaux, redessinant progressivement la carte géopolitique d'une planète qui découvre de nouvelles polarités. C'est dans ce contexte mondial, caractérisé à la fois par l'apparition d'opportunités économiques inédites, mais aussi par l'accentuation des turbulences stratégiques, que s'est dessiné le rééquilibrage des forces entre ce que l'on avait coutume d'appeler le Nord et le Sud. En effet, la notion géopolitique de « l'Occident » semble de moins en moins pertinente, surtout depuis le dégel avec l'Est. D'autre part, c'est au pluriel qu'il convient désormais de désigner le Sud tant la diversité des réalités, déjà manifeste autrefois, s'est accentuée. Et c'est précisément parce que certains « Suds » sortent énergiquement, depuis quelques années, de l'antichambre du développement, que la structure de l'espace mondial contemporain se recompose graduellement.

Dans ce village planétaire, où malgré l'imbrication croissante du global dans le local s'élargissent les inégalités socio-économiques entre territoires, des puissances dont la domination décline cohabitent avec des pays émergents dont l'ambition s'affirme. Ces dynamiques ont concrétisé l'image pressentie d'un monde multipolaire : si les contrastes de développement entre les différents pays et régions de la planète demeurent forts, en revanche leurs destinées géopolitiques et géoéconomiques n'ont jamais été aussi entremêlées.

Cette situation provient du fait que certains défis internationaux se conjuguent en même temps qu'ils se complexifient : changement climatique, financiarisation de l'économie, prolifération des risques, permanence des conflits, variation grandissante dans la typologie des acteurs, vieillissement

démographique, insécurité énergétique, tension alimentaire, accélération des migrations, bataille pour l'information... Et il serait illusoire de croire que l'actuelle crise économique pourrait inverser cette tendance lourde à l'imbrication croissante des régions du monde. La lecture des relations internationales ne peut donc plus faire l'impasse sur l'examen des nouvelles ruptures qu'induisent les puissances émergentes <sup>2</sup>.



L'intérêt est grand d'observer attentivement le cas du Brésil <sup>3</sup>. On l'oublie trop souvent dans l'acronyme BRIC, mais le plus grand pays de l'Amérique du Sud s'affirme aussi comme l'un des géants de la planète. Son poids démographique, avec 190 millions d'habitants, atteint une taille critique intéressante à l'échelle du globe, sans être protubérant et problématique comme celui de la Chine et de l'Inde, ou déclinant comme celui de la Russie. Sa superficie (8,5 millions de km<sup>2</sup>) est la cinquième du monde et tous ses territoires n'ont pas encore été « exploités ». République fédérale, le Brésil est une démocratie assagie : malgré la prévalence de disparités géographiques et sociales sur son sol, des progrès notables ont été enregistrés ces dernières années, notamment depuis l'arrivée au pouvoir du président Lula da Silva en 2002, à commencer par la réduction de la faim et de la pauvreté.

En 2007, le Brésil était assis sur la dixième marche du classement des économies mondiales, avec un produit intérieur brut (PIB) avoisinant les 1 300 milliards de dollars US. Il est ces dernières années l'un des 10 premiers pays récipiendaires d'investissements directs étrangers (IDE), confirmant par là son attractivité croissante. Déjà actif en matière de coopération régionale sud-américaine, Brasilia a renforcé ces dernières années son *leadership* sur la région en organisant la création, en 2008, de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR),

2. Ces dernières ne correspondent pas à une liste établie de pays, puisque précisément seule leur trajectoire très dynamique les rassemble. D'ailleurs, le monde anglo-saxon privilégie souvent l'analyse sur quatre pays seulement (Brésil, Russie, Inde et Chine), portant l'acronyme BRIC, depuis la publication en 2003 d'un rapport devenu célèbre de la banque d'investissement Goldman Sachs (*Dreaming with BRICs: The Path to 2050*), qui identifiera ensuite un autre groupe de pays émergents, tant les premiers sont devenus moins émergents que pôles structurants de la planète à l'heure actuelle. Voir JAFFRELOT Christophe (sous la dir.). *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

3. Pour un panorama synthétique, voir « Le Brésil dans la mondialisation ». Dossier spécial in DURAND Marie-Françoise, COPINSCHI Philippe, MARTIN Benoît et PLACIDI Delphine. *Atlas de la mondialisation 2009. Comprendre l'espace mondial contemporain*. Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

À l'échelle internationale, le Brésil est un partenaire essentiel des États-Unis et de l'Europe. Il joue activement aussi dans la cour de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), depuis la constitution en 1999 du G20 (qui associe les puissances émergentes du monde en développement aux principaux pays industrialisés), où le dossier agricole est omniprésent. Parallèlement, Brasilia convoite un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et développe des capacités militaires pour crédibiliser sur ce terrain son rôle potentiel d'acteur stratégique majeur. De même, surfant sur le rééquilibrage géoéconomique des forces à travers la planète, le Brésil mène une politique étrangère dynamique envers les pays de l'hémisphère Sud, pour à la fois conquérir des marchés commerciaux et tisser des alliances régionales Sud-Sud inédites. Et puis comment ne pas évoquer le fait que le Brésil est entré, depuis 2006, dans le club restreint des pays autosuffisants sur le plan pétrolier et pourrait à terme figurer parmi les plus importants pays producteurs d'or noir au regard des découvertes récentes <sup>4</sup> ?

## **Stratégies et facteurs de la puissance agricole brésilienne**

Le Brésil a connu ces dernières années une transformation substantielle de son économie. Laissant de côté la stratégie de substitution des importations et de « développement autonome », mise en place dans les années 1980, le pays est peu à peu passé à l'ouverture de marché. Sous Fernando Henrique Cardoso, faciliter l'accès aux capitaux étrangers devint ainsi le cœur de la stratégie économique du pays <sup>5</sup>.

Concernant la filière agricole, cela s'est traduit notamment par la diminution des subventions aux céréaliers, par la suppression des taxes à l'exportation et par l'encouragement du regroupement des exploitations, entraînant une croissance rapide de l'agriculture et l'explosion de la production de produits agricoles, tels que le soja, dans les années 1990 (importants gains de productivité, mouvement de mécanisation et de modernisation des exploitations, et augmentation des surfaces cultivées). Malgré les progrès industriels et tertiaires, le Brésil n'a jamais abandonné son développement agricole. Ce dernier s'est notamment appuyé sur deux facteurs déterminants : la mise en place d'un puissant complexe agro-industriel, capable de transformer et de valoriser les denrées agricoles ; une capacité technique et des espaces naturels importants à conquérir, ayant permis d'accroître la production tout en défrichant de nouvelles terres <sup>6</sup> (notamment les *cerrados*, ces

---

4. En avril 2008, le Brésil entre dans une nouvelle ère de son histoire économique avec l'annonce de la découverte d'immenses gisements pétroliers dans le Bassin de Santos, au large de l'État de Rio de Janeiro (Sudeste) ; il détiendrait des réserves estimées à 33 milliards de barils. Selon le président de l'Agence brésilienne de pétrole (ANP), il s'agirait de la plus grande découverte des 30 dernières années et du troisième principal gisement du monde aujourd'hui.

5. LAMBERT Renaud. « Le Brésil, ce géant entravé ». *Le Monde diplomatique*, juin 2009.

6. Actuellement, la superficie des terres dédiées à la production agricole du Brésil avoisine 60 millions d'hectares. En comparaison, la superficie agricole de l'Union européenne (UE-27) atteint 182 millions d'hectares, soit le triple du Brésil.

savanes arborées du Mato Grosso et du Goiás, au Centre-Ouest, où se sont développées les cultures mécanisées). L'organisation des filières, la structuration d'un système agroalimentaire et les atouts d'une géographie particulière sont d'ailleurs toujours les forces de l'agriculture brésilienne.

Aujourd'hui, cette agriculture moderne et exportatrice est un déterminant majeur dans la société et l'économie du pays. S'ils ne contribuent qu'à hauteur de 5 % du PIB total brésilien, l'agriculture et l'*agrobusiness* mobilisent près de 37 % de la population active au Brésil. Une capacité de production importante et variée a permis au Brésil de s'imposer comme l'un des plus grands producteurs de produits alimentaires au monde, grâce à de nombreux atouts : abondance de terres fertiles et d'eau, climat favorable, production diversifiée, productivité élevée de l'agriculture, développement technologique et modernité de l'industrie agroalimentaire. En outre, le Brésil est doté d'un potentiel agricole considérable, avec environ 14 % des réserves d'eau du monde et de nombreuses terres encore exploitables. Performant sur les marchés mondiaux du sucre, de la viande bovine (réputée pour sa qualité), de la volaille (notamment la viande de poulet), des graines et tourteaux de soja, ainsi que dans le café et le jus d'orange, le Brésil fait partie des principaux exportateurs mondiaux agricoles, juste derrière les États-Unis, les Pays-Bas et la France.

Et le pays continue d'investir massivement dans l'agriculture pour devenir le plus grand fournisseur de produits alimentaires au monde. La part des produits agricoles représentait, en 2007, 30 % des exportations totales de marchandises du Brésil, ce qui montre le rôle essentiel du secteur dans la croissance générale du pays et dans le positionnement à l'international sur le plan commercial. L'illustration en est cette croissance des exportations au cours de la dernière décennie. Sur la période 1998-2008, le montant des exportations agricoles brésiennes est ainsi passé de 21,5 à 71,8 milliards de dollars US. On peut constater une augmentation spectaculaire des ventes à la Chine<sup>7</sup>, mais également aux Pays-Bas, à la Russie ou au Venezuela.

Selon les projections établies par le ministère brésilien de l'Agriculture<sup>8</sup>, la production agricole nationale pourrait augmenter de 25 % en 10 ans. Les marchandises disposant du plus gros potentiel de croissance seraient le soja, le blé, la viande et la volaille, l'huile de soja et le lait. Il convient aussi

7. Alors que tendanciellement, les échanges entre le Brésil et les États-Unis déclinent, ceux entre la Chine et le Brésil ne font que s'accroître. Pour la première fois dans l'histoire brésilienne, la Chine est devenue en 2009 son premier partenaire commercial et le premier importateur de biens brésiliens. Pour la Chine, les achats en produits agricoles brésiliens ont été, en valeur, multipliés par 13,5 entre 1998 et 2008, tandis que les exportations totales du Brésil vers la Chine ont quant à elles été multipliées par 15 entre 2000 et 2008. Lire à ce sujet le dossier de Jean-Pierre Langellier consacré au Brésil dans *Le Monde*, 9 mai 2009.

8. *Projections of Brazilian Agribusiness 2008/2009 to 2018/2019*. Ces projections ont été reprises par le gouvernement américain dans *Brazil Agricultural Situation: Brazilian Ministry of Agriculture's Ten-year Projections 2008*. Washington, D.C. : U.S. Department of Agriculture, *Global Agriculture Information Network Report* n° BR8636, 2008.

**Tableau 1 — Les 10 premiers pays de destination des exportations agricoles brésiliennes**

	2008		1998	
	Valeur (US\$)	Part (%)	Valeur (US\$)	Part (%)
Chine	7 930 974 977	11,04	590 630 918	2,74
Pays-Bas	6 531 258 848	9,10	1 989 010 570	9,23
États-Unis	6 249 473 897	8,70	3 218 397 883	14,94
Fédération de Russie	4 187 629 889	5,83	602 508 954	2,80
Allemagne	3 107 992 142	4,33	1 305 800 959	6,06
Italie	2 752 984 000	3,83	896 912 509	4,16
Belgique	2 551 187 000	3,55	1 249 718 488	5,80
Japon	2 441 930 644	3,40	1 050 916 432	4,88
Venezuela	2 426 211 556	3,38	128 663 983	0,60
Espagne	2 270 986 927	3,16	658 145 927	3,05
Reste du monde	31 355 837 338	43,67	9 855 429 008	45,74
<b>Total</b>	<b>71 806 467 218</b>	<b>100,00</b>	<b>21 546 135 631</b>	<b>100,00</b>

*Source* : AgroStat Brasil à partir des données du ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

de mentionner le cas emblématique mais controversé de l'éthanol, l'un des moteurs du développement de l'économie brésilienne. Le Brésil pourrait par ailleurs fortement augmenter sa production de bœuf dans les années à venir, entraînant une augmentation du surplus exportable et lui permettant ainsi de viser de nouveaux marchés. Pour le Brésil, le marché arabe par exemple, où la demande en produits carnés augmente sensiblement (entre 1980 et 2003, la consommation de viande a augmenté de 60 % dans les pays arabes méditerranéens), représente un terrain de conquête commerciale. D'ailleurs, l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC), une des plus puissantes associations professionnelles du Brésil, ne cache pas ses intentions sur ce dossier <sup>9</sup>.

Ainsi, l'évolution structurelle des équilibres agricoles mondiaux et les perspectives prometteuses affichées par le Brésil laissent présager un rôle majeur de ce pays sur la scène internationale des marchés alimentaires. Ses conditions climatiques et l'effort mené en matière de modernisation de son agriculture lui assurent une production aussi importante que compétitive. Les marges disponibles sur le plan des deux ressources naturelles indispensables à l'activité agricole, à savoir l'eau et la terre, sont des avantages stratégiques pour consolider une puissance agricole déjà robuste, dont certains estiment qu'elle prendra le *leadership* mondial dans les années à venir <sup>10</sup>.

9. SARRUF Marina. « Arab Market Is Best Alternative for Beef ». São Paulo : ANBA (Agência de notícias Brasil-Árabe), 19 décembre 2008.

10. Cf. CARFANTAN Jean-Yves. *Le Choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain*. Paris : Albin Michel, 2009. L'auteur écrit « Plus que tout autre pays, le Brésil a vocation à devenir une grande puissance agro-exportatrice, sinon la toute première dans quelques années. En 2015, selon les prévisions, ce pays sera le premier exportateur mondial de viande toutes catégories confondues, occupera encore le premier rang pour les exportations de sucre, de graines de

**Tableau 2 — Exportations agricoles du Brésil et prévisions**

	2007/2008 (milliers de tonnes)	2018/2019 (milliers de tonnes)	Variation attendue (%)
Soja	25 750	36 461	41,6
Sucre	21 000	32 637	55,4
Maïs	11 554	22 907	98,3
Éthanol	3 497	11 292	222,9
Poulet	3 615	6 602	82,6
Bœuf	2 400	4 626	92,8
Porc	625	1 113	78,2
Coton	520	687	32,1

Source : ministère de l'Agriculture du Brésil, novembre 2008.

Ainsi n'est-il en rien surprenant de voir le Brésil invité et assis à la table du G8 sur l'agriculture, qui s'est tenu pour la première fois du 18 au 20 avril 2009 en Italie. Il faut dire aussi que la politique de Brasilia, visant à promouvoir une libéralisation complète des échanges agricoles mondiaux, semble tout à fait calculée puisque plusieurs études ont montré que le Brésil serait l'un des très rares pays à sortir gagnant d'un accord à l'OMC dans le domaine agricole <sup>11</sup>. Néanmoins, des signes de fragilité incontestables existent au niveau du système agroalimentaire brésilien <sup>12</sup>, et l'on constate aussi que ce pays émergent subit sans détour les effets de l'actuelle crise économique et financière mondiale.

## **Brésil et monde arabe : la convergence stratégique**

### **L'essor d'une diplomatie Sud-Sud**

La montée en puissance du Brésil se manifeste aussi depuis quelques années par une audacieuse politique de coopération et d'ouverture diplomatique envers d'autres espaces régionaux que les pôles dominants européens, américains ou asiatiques. Le président Lula se fait le porte-drapeau d'une diplomatie Sud-Sud visant à rapprocher les mondes sud-américains, arabes et africains. Le Brésil confirme actuellement sa vocation internationale, en

---

soja, de café et d'éthanol [...] Brasilia utilisera certainement son potentiel agro-exportateur comme atout diplomatique » (pp. 110-111).

11. Lire notamment CARLES Jacques. « Loin de prémunir le monde du protectionnisme, un accord agricole à l'OMC peut nous y mener tout droit ! » Paris : MOMAGRI (Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture), 30 mars 2009.

12. À ce sujet, lire EVEN Marie-Aude. « Le Brésil : puissance agricole aux pieds d'argile à la recherche d'un développement plus durable ». Note de veille n° 18 de la Sous-direction de la prospective et de l'évaluation du ministère français de l'Agriculture et de la Pêche, 2 mars 2009. Cette note reprend les grandes lignes d'une conférence organisée par l'Académie d'agriculture le 21 janvier 2009 sur les « Agricultures brésiliennes ».

n'hésitant pas à prendre parfois ses distances avec la « triade » (États-Unis, Europe, Japon) et en construisant une politique étrangère originale basée sur le multilatéralisme <sup>13</sup>.

Le Brésil joue ainsi un rôle déterminant en Amérique latine grâce à son poids économique, géographique, diplomatique et militaire. La création d'une organisation supranationale, économique et politique, l'UNASUR, illustre bien cette volonté de la part de l'Amérique latine de s'affirmer comme une puissance économique indépendante, de créer un pôle régional capable d'équilibrer la puissance des États-Unis. La déclaration de Cuzco, signée en décembre 2004, prévoyait la réunion du Mercosur (Marché commun du Sud), de la Communauté andine (Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie), du Chili, de la Guyane et du Surinam en une seule communauté. Aussi, l'UNASUR, créée le 23 mai 2008, rassemble les 12 pays d'Amérique du Sud et sera, si le projet aboutit, le plus vaste ensemble économique, politique et monétaire du monde.

Parmi ces nouveaux axes diplomatiques figure celui visant à stimuler les relations entre l'Amérique latine et le monde arabe, où le Brésil joue clairement le chef d'orchestre <sup>14</sup>. Ce rapprochement s'est manifesté par deux sommets de chefs d'État et de gouvernement, le premier en mai 2005 puis un second récemment, en mars 2009.

Le Brésil et le monde arabe ont certes des relations anciennes, partageant un héritage culturel et migratoire non négligeable (environ 12 millions de personnes d'origine arabe, essentiellement des Libanais, vivent actuellement sur le territoire brésilien), mais ces rapports se sont clairement renforcés sur le plan politique, notamment grâce à de très nombreux voyages officiels dans les pays arabes. Cette convergence s'est concrétisée par le sommet Amérique du Sud / pays arabes.

La première rencontre latino-arabe de ce haut niveau diplomatique, largement impulsée par le Brésil, s'est tenue les 10 et 11 mai 2005 à Brasilia. Elle fut l'occasion d'affirmer une réelle volonté d'intensifier la coopération économique, politique et culturelle entre les deux régions. Les 13 pays de l'Amérique du Sud <sup>15</sup> et les 22 États de la Ligue arabe étaient présents <sup>16</sup>. L'objectif déclaré de ce sommet était de renforcer les relations économiques mais aussi politiques entre les pays, ainsi que d'intégrer les pays arabes dans le cadre stratégique global conçu par le président brésilien pour l'Amérique du Sud. « Le Sud est toujours en train de regarder le Nord, nous devons

---

13. KOURLIANDSKY Jean-Jacques. « Amérique latine : affirmation souveraine sur fond d'incertitudes ». In *Bilan et perspectives de l'année 2008*. Paris : Institut des relations internationales et stratégiques, 7 janvier 2009.

14. BRUN Élodie. *Les Relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient. Un exemple de relance Sud-Sud*. Paris : L'Harmattan, 2008.

15. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Comores, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela.

16. Algérie, Arabie Saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, république arabe de Syrie, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen, Comores.

## LE BRÉSIL HYPERACTIF DANS LE CONCERT AGRICOLE INTERNATIONAL

Le Brésil développe ces dernières années une position très offensive dans le cadre des discussions et des négociations multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce. Il est l'un des États fondateurs du G20 (qui associe depuis 1999 les puissances émergentes du monde en développement aux principaux pays industrialisés) et s'impose comme chef de file dans les négociations commerciales internationales, en tant que représentant du groupe des pays en développement et défenseur de leurs intérêts.

Avec la création du G20, les pays du Sud se sont affirmés et ont pu peser dans les négociations internationales. En témoigne leur succès à Hong Kong en 2005 en ce qui concerne l'interdiction des subventions agricoles à l'exportation en 2013, et l'obligation des pays développés d'importer, dès 2008, 97 % des produits agricoles sans droits de douane des pays les moins avancés.

Le Brésil défend la piste d'une plus grande ouverture des marchés protégés des pays développés pour obtenir l'élimination de toute forme de subvention aux exportations. Brasilia est donc un fervent partisan d'une libéralisation du commerce mondial de produits agricoles. De plus, le Brésil ne cesse de demander que les pays émergents puissent jouer un rôle plus important dans les instances économiques mondiales. Cela doit passer par la création de nouveaux rapports de forces, possible si une réforme en profondeur des institutions financières internationales est opérée. Les économies émergentes doivent être représentées plus fortement au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et ainsi trouver une place sur la scène internationale. La réforme des organisations semble être la base de l'essor des pays du Sud par la voie multilatérale.

S.A., J.N.

faire davantage de choses entre nous », a déclaré fort symboliquement ce jour-là le ministre brésilien des Relations extérieures, Celso Amorin.

Le sommet de Brasilia a permis de mettre l'accent sur un certain nombre de principes <sup>17</sup>, tels que l'engagement en faveur du multilatéralisme, le respect des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États, la prise de positions parfois communes au sein des institutions onusiennes, le soutien aux efforts et mécanismes internationaux destinés à éradiquer la faim et promouvoir le développement, le droit prééminent des États sur leurs ressources naturelles et le droit des peuples à disposer de leurs ressources en fonction de leurs intérêts, ou encore la nécessité d'éliminer les distorsions du système de commerce multilatéral, en particulier en matière d'agriculture. De plus, le soutien à la création d'un État palestinien au Proche-Orient a été unanimement formulé lors de ce sommet.

Au-delà cette rhétorique, des relations concrètes entre le Brésil et les pays arabes se sont développées à partir du sommet de Brasilia, comme le montre

17. La déclaration de Brasilia est disponible sur le site Internet de l'ASPA (Amérique du Sud-pays arabes), [www2.mre.gov.br/aspa/](http://www2.mre.gov.br/aspa/).

le suivi effectué après cette rencontre et les différents exemples de coopération scientifique ou commerciale entre les deux régions. Cela s'est traduit par exemple par la création de l'ASPA (Amérique du Sud-pays arabes), site rattaché au ministère des Relations extérieures du Brésil, qui assure la coordination et le suivi du sommet entre les pays. Un autre outil d'information important est l'agence de presse Brésil-Pays arabes (ANBA, Agência de notícias Brasil-Árabe) qui permet d'être informé sur l'actualité complète et très dense de cette coopération.

De plus, différentes rencontres ministérielles et techniques ont fait suite au sommet de Brasilia, autour de thèmes tels que la lutte contre le changement climatique, l'économie, la culture ou encore les enjeux de développement dans les deux régions, pour faire en sorte que les engagements pris à Brasilia soient tenus et mis en œuvre<sup>18</sup>. De plus, il est important de signaler que le Brésil est, depuis fin 2002, membre observateur au sein de la Ligue arabe.

À Doha, du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2009, s'est ensuite tenu le second sommet des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud et de la Ligue arabe. L'importance de la coopération Sud-Sud a été rappelée en tant qu'outil efficace en matière de développement, d'innovation et de lutte contre la pauvreté. Les pays se sont également mis d'accord sur la nécessité de renforcer la coopération culturelle, économique, technologique et politique entre les deux régions. Ainsi, l'importance de consolider l'activité commerciale concernant les biens agricoles et industriels a été soulignée, tout comme l'objectif impératif d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des populations.

Le sommet de Brasilia avait marqué le début d'une coopération inter-régionale et reflétait la tendance actuelle à la polarisation des échanges au sein de grands groupes régionaux<sup>19</sup>. Aussi, la réaffirmation au sommet de Doha de la nécessité de promouvoir les initiatives ayant pour but la conclusion d'accords commerciaux entre les États d'Amérique latine et les pays arabes, semble confirmer cette tendance. En 2008, des négociations commerciales entre le Mercosur et l'Égypte, la Jordanie et le Maroc ont été engagées et récemment, la reprise des échanges entre le Mercosur et le Conseil de coopération du Golfe (GCC) avaient pour but de travailler à la création d'une zone de libre-échange.

---

18. En avril 2006, une réunion d'un groupe de travail latino-arabe sur la lutte contre la désertification et l'amélioration de la production animale s'est tenue à Buenos Aires. Aussi, en février 2007, lors du forum ministériel mondial sur l'environnement à Nairobi, la région arabe et les pays sud-américains ont publié un communiqué conjoint sur la coopération environnementale en insistant notamment sur les questions de transfert de technologie et sur la désertification.

19. Voir l'étude d'Azzam Mahjoub, « L'intégration régionale Sud-Sud. Une perspective comparative monde arabe-Amérique du Sud ». Barcelone : IEMed (Institut Europeu de la Mediterrània), *IEMed Paper*, mars 2008.

## *La poussée agricole du Brésil dans le monde arabe*

La relation entre le Brésil et les pays arabes s'est progressivement concrétisée sur le terrain agrocommercial. Cette dynamique confirme aussi que le Brésil, pour écouler ses stocks, cherche à conquérir des parts de marché là où la demande alimentaire s'accroît lourdement, ce qui est précisément le cas de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient.

Pour comprendre ce phénomène, il est important de souligner le fait que l'Union européenne et les États-Unis appliquent des droits de douane très élevés sur les produits brésiliens. Par exemple, l'Union européenne applique des droits de douane de 177 % sur le bœuf, de 161 % sur le sucre, de 95 % sur le poulet ou encore de 60 % sur l'éthanol. Contrairement à l'Asie où l'industrie a explosé grâce à la demande des pays développés du Nord, le Brésil semble ne pas dépendre totalement des puissances américaine et européenne s'agissant de son expansion commerciale agricole. Ainsi, Brasilia se tourne vers les pays émergents et ceux n'assurant pas seuls leur couverture alimentaire, pour tirer profit de son agriculture performante. Depuis 2005, le Brésil réalise ainsi plus de la moitié de ses exportations avec seulement cinq pays devenus, aux côtés des marchés américain et européen, les autres grands clients de la puissance agro-industrielle brésilienne : la Chine, l'Iran, la Russie, l'Inde et l'Égypte.

Si les pays arabes ne sont pas les premiers partenaires commerciaux du Brésil concernant les échanges agricoles, leur part s'accroît très rapidement depuis quelques années. En effet, alors qu'en 1998, le Brésil vendait aux pays de la Ligue arabe pour environ 1,3 milliard de dollars US de produits agricoles, le volume a été multiplié par près de cinq en l'espace d'une décennie, pour atteindre en 2008 un peu plus de six milliards de dollars US. Ce montant est à comparer désormais aux exportations agricoles brésiliennes vers les États-Unis (6,2 milliards de dollars US), voire vers la Chine (7,9 milliards de dollars US). Si c'est vers l'Arabie Saoudite que les ventes du Brésil s'orientent principalement, on ne peut que constater l'explosion des exportations agricoles brésiliennes vers l'ensemble des États arabes entre 1998 et 2008.

De plus, concernant les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, il est important de noter la forte part des produits agricoles brésiliens dans les importations totales de ces pays. Ainsi, les produits en provenance du Brésil représentent 11 % des importations totales de l'Arabie Saoudite, 8,5 % de celles de l'Égypte, 10,4 % de celles du Maroc, 7,2 % de celles de l'Algérie et 10,5 % de celles des Émirats arabes unis. Aujourd'hui, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, l'Algérie et la Libye figurent parmi les 10 principaux acheteurs de bœuf brésilien. Environ 90 % de la viande importée par l'Égypte et 50 % de celle arrivant en Algérie proviennent ainsi désormais du Brésil.

Le Brésil exporte vers les pays arabes essentiellement des produits agricoles tels que le sucre, la viande et le soja. Par exemple, en 2005, les produits agricoles exportés vers l'Algérie représentaient 76,14 % des exportations totales du Brésil vers ce pays. En ce qui concerne le Maroc, deux tiers

**Tableau 3 — Exportations agricoles du Brésil vers les pays arabes**

	2008		1998	
	Valeur (US\$)	Part (%)	Valeur (US\$)	Part (%)
Arabie Saoudite	1 431 746 212	23,77	275 108 614	20,98
Égypte	769 575 479	12,78	274 490 879	20,93
Émirats arabes unis	763 890 166	12,68	137 246 756	10,47
Algérie	547 156 974	9,08	34 751 777	2,65
Maroc	405 762 178	6,74	152 586 082	11,64
Koweït	344 879 098	5,73	31 601 916	2,41
Syrie	261 428 999	4,34	47 602 676	3,63
Liban	252 861 867	4,20	55 966 678	4,27
Yémen	210 193 712	3,49	29 358 281	2,24
Jordanie	191 991 123	3,19	138 292 562	10,55
Tunisie	184 688 393	3,07	28 434 598	2,17
Libye	150 053 454	2,49	16 322 614	1,24
Qatar	131 273 866	2,18	18 341 008	1,40
Oman	112 446 982	1,87	10 352 273	0,79
Irak	103 726 611	1,72	18 553 530	1,41
Mauritanie	76 645 108	1,27	118 909	0,01
Bahreïn	46 220 122	0,77	12 650 101	0,96
Soudan	22 348 216	0,37	28 061	0,00
Somalie	9 123 136	0,15	23 671 680	1,81
Djibouti	4 949 763	0,08	5 502 374	0,42
Comores	2 473 252	0,04	414 069	0,03
<b>Total</b>	<b>6 023 434 711</b>	<b>100,00</b>	<b>1 311 395 438</b>	<b>100,00</b>

*Source* : AgroStat Brasil à partir des données du ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

des importations en provenance du Brésil sont agricoles et dominées par deux produits, le sucre et le soja. Les exportations brésiliennes de sucre ont connu la plus forte croissance (+ 170 %), avec un chiffre d'affaires de 325 millions de dollars US. Le Brésil est le fournisseur traditionnel et quasi exclusif de l'Égypte, du Maroc et de l'Algérie en sucre.

En ce qui concerne le soja, les chiffres sont moins spectaculaires mais le soja brésilien représente tout de même 29 % des importations marocaines de soja. Cette tendance à l'augmentation des exportations brésiliennes vers les pays arabes s'est encore confirmée en 2008-2009. Ainsi, les ventes brésiliennes aux pays du Moyen-Orient ont nettement augmenté, avec une croissance de plus de 28 % par rapport à l'année 2007-2008. Le Moyen-Orient, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Koweït en tête, constitue un débouché de plus en plus important pour le Brésil, représentant d'ailleurs le marché vers lequel la croissance des exportations brésiliennes a été la plus forte au cours des derniers mois <sup>20</sup>.

20. ROCHA Alexandre. « Agribusiness Sales to Middle East on the Rise ». São Paulo : ANBA, 12 juin 2009.

Dans ce contexte de rapprochement diplomatique et commercial, et bien que l'avantage se situe très clairement du côté du géant sud-américain, il convient de signaler néanmoins l'augmentation du volume des exportations des pays arabes vers le Brésil. Ainsi, en 2008, elles ont plus que doublé par rapport à 2007, frôlant les 10 milliards de dollars US. Ces importations brésiliennes concernent une minorité de produits, tels que le pétrole et ses dérivés, ainsi que les engrais et produits chimiques. En effet, si le Brésil est un des principaux pays producteurs et exportateurs de produits agricoles, il est dépendant en ce qui concerne ses importations d'engrais. Ainsi, l'Égypte et la Jordanie étant d'importants producteurs d'engrais, des contrats entre des entreprises égyptiennes et jordaniennes et des coopératives brésiliennes agricoles ont été signés.

## ***Esquisse de scénarios contrastés***

Bien que le thème de cet article soit encore exploratoire, trois grands scénarios peuvent être esquissés.

### ***Poursuite de la convergence arabo-brésilienne***

Un premier scénario, que l'on qualifierait de tendanciel, se traduirait par la poursuite de la convergence bien comprise entre un Brésil fort car capable d'augmenter ses exportations agricoles, vers une zone arabe faible car de plus en plus dépendante sur le plan alimentaire. Cette dynamique agrocommerciale s'effectuerait toujours sous le sceau d'un parapluie diplomatique faisant la promotion de la coopération Sud-Sud <sup>21</sup>, puisque le pouvoir brésilien, conscient du remodelage de la carte géopolitique mondiale, maintiendrait une telle stratégie bien après l'ère Lula. Les partenariats sur le plan technique, notamment pour lutter contre les effets du changement climatique ou pour mettre en place les produits d'une recherche agronomique mutualisée, s'intensifieraient entre le Brésil et les pays arabes, à travers l'implantation dans la région de bureaux agricoles par l'Agence brésilienne de coopération.

En échange, les pays arabes pétroliers fourniraient un appui et une expertise substantielle aux autorités brésiliennes qui cherchent à faire de leur pays un exportateur d'or noir. Ce scénario viendrait confirmer un constat trop peu entendu aujourd'hui et qu'il convient pourtant d'avoir à l'esprit si l'on veut appréhender les évolutions futures : le huis clos euro-méditerranéen

21. Il faut ici souligner que le Brésil fut cette année l'invité d'honneur du 13<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine (UA), qui s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2009 à Syrte, en Libye. Le président Lula y a été accueilli très chaleureusement par le *leader* Mouammar Kadhafi. Il a notamment insisté sur la coopération agricole qui pouvait unir le Brésil et le continent africain. « Mon pays n'a pas de passé colonial », a-t-il déclaré, invitant l'Afrique à nouer un partenariat avec le Brésil, pour promouvoir la « révolution verte » sur le continent, car « l'agriculture crée des emplois ». Cf. ROCHA Alexandre. « Brazil Wants to Help "Green Revolution" in Africa ». São Paulo : ANBA, 1<sup>er</sup> juillet 2009.

n'existe pas. En effet, même si la Méditerranée et le monde arabe ne sont pas les cœurs géoéconomiques de la planète, le monde entier cherche à y être présent et à y pénétrer pour des raisons tout autant commerciales que stratégiques. L'Europe est de moins en moins influente en Méditerranée et, outre l'incontournable puissance américaine qui n'a jamais cessé d'y opérer, ce sont une multitude d'acteurs extraméditerranéens qui s'introduisent progressivement dans la zone : Chine, Inde, Russie, monarchies du Golfe, Turquie, Brésil.

Résultat, tandis que les pays méditerranéens et arabes diversifieront de plus en plus leurs relations politiques et commerciales, le poids diplomatique et économique <sup>22</sup> de l'Europe risque de s'atténuer sensiblement. Approfondissement des partenariats techniques, notamment en matière de recherche agronomique et scientifique <sup>23</sup>, et développement des relations socioculturelles, à travers de nouvelles routes migratoires estudiantines de jeunes diplômés arabes explorant désormais les possibilités d'exil au Brésil, pourraient constituer d'autres expressions concrètes de rapprochement entre les deux ensembles.

## ***Le corridor alimentaire Brésil-monde arabe***

Un deuxième scénario pourrait toutefois se dessiner dans une conjoncture d'exacerbation des tensions politiques et agricoles au sein de la zone arabe, et de désir de puissance affirmé de la part du Brésil. Cette hypothèse se concrétiserait à la fois par une accélération des tendances décrites dans le premier scénario, et par la construction d'un véritable corridor alimentaire reliant les terres et les ports brésiliens aux villes et aux estomacs du monde arabe. Cette évolution puiserait sa source dans l'érosion de la relation privilégiée entre l'Europe et les pays arabes, en raison d'un contexte international où les malentendus culturels et la crainte suscitée par l'arrivée au pouvoir de plusieurs régimes islamistes viendraient contrarier le dialogue et donc les échanges économiques et la coopération technique. Prolifération des turbulences politiques et aggravation des difficultés structurelles caractériseraient un monde arabe atomisé et divisé, où l'approche régionale, pourtant nécessaire, serait inexistante.

Cette fragilité serait exploitée par les grandes puissances mondiales, jouant la carte de la relation bilatérale et de l'aide humanitaire dans de vastes ré-

---

22. Voir la note d'alerte n° 52 du CIHEAM, « Panorama économique et commercial des pays arabes méditerranéens » (13 novembre 2008), qui montre la baisse progressive, ces dernières années, de la part de l'Union européenne dans les exportations et les importations de la majorité des États examinés (Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Liban, Syrie, Jordanie).

23. Des partenariats dans plusieurs domaines de recherche agronomique ont été signés, comme par exemple celui entre la Tunisie et le Brésil, et plus particulièrement avec le groupe Embrapa, la grande structure brésilienne de recherche agricole. En effet, la Tunisie compte sur l'expertise brésilienne pour développer de nouvelles variétés de blé dur et d'orge, résistantes aux aléas climatiques, et pour augmenter sa productivité afin de devenir autosuffisante sur ces deux céréales.

gions à la dérive, où l'inféodation de marchés s'en trouverait facilitée. C'est dans cette perspective que le *food power* brésilien se doublerait d'une offre stratégique déterminante, à savoir la location ou la vente de certaines de ses terres arables aux pays arabes capables d'en faire l'acquisition grâce à la rente pétrolière regonflée suite au renchérissement considérable du prix de l'or noir.

Ce scénario, s'inscrivant dans une dynamique de tensions climatiques, présente ainsi une trajectoire géopolitique Sud-Sud où certains États iraient conquérir leur souveraineté alimentaire à l'étranger en exploitant une partie des ressources hydriques et foncières dans des pays qui en seraient généreusement dotés, à l'instar du Brésil <sup>24</sup>. Dans cette course mondiale aux terres agricoles et aux richesses naturelles rares, le Brésil s'emploierait à distancer ses éventuels concurrents. Parallèlement, la pérennité du blocage des négociations à l'OMC et par conséquent l'approfondissement de solidarités tactiques entre pays du Sud, pourraient contribuer à fortement stimuler la dynamique des exportations commerciales agroalimentaires du Brésil vers la zone arabe. Pour coiffer cette pénétration économique d'une armature diplomatique cohérente, la position propalestinienne adoptée par les autorités brésiliennes concernant le conflit proche-oriental serait renforcée car attendue par les pays arabes. Au final, ce scénario d'une convergence plutôt asymétrique entre les deux ensembles, avec un net avantage global pour le Brésil, viendrait conforter la transformation d'un monde où la grille de lecture des relations internationales sera de plus en plus déterminée par les relations Sud-Sud.

## ***Le Brésil refoulé par la coopération euro-méditerranéenne***

Un troisième scénario pourrait cependant advenir dans un cadre géostratégique où les réalités de la proximité territoriale imposeraient définitivement des processus de régionalisation approfondie pour tempérer les ardeurs

---

24. Alors que depuis quelques mois, la location ou l'acquisition de terres arables par des pays ou des compagnies privées s'accélère, avec des objectifs certes multiples et contrastés, mais généralement orientés à des fins de sécurité alimentaire ou de spéculation financière, il est intéressant de noter comment le Brésil cherche peu à peu à s'insérer dans cette dynamique. En effet, fort de son potentiel foncier, Brasilia n'hésite pas à mettre en valeur cet atout devant ses partenaires. À commencer par les pays arabes dont on connaît la grande fragilité sur le plan alimentaire et qui, face à la raréfaction de leurs ressources naturelles tant hydriques que foncières, entament une grande prospection à l'échelle mondiale pour acquérir ou louer des terres. Ainsi, l'Arabie Saoudite serait actuellement en train d'explorer cette possibilité avec le Brésil. Ces rumeurs ont été confirmées à l'occasion de la visite officielle qu'a effectuée le président Lula à Riyad le 16 mai 2009. Les deux pays nourrissent une coopération de plus en plus étroite qui repose avant tout sur des intérêts commerciaux et stratégiques évidents. D'un côté, l'Arabie Saoudite constitue le premier marché pour les produits brésiliens au Moyen-Orient. De l'autre, l'essor pétrolier du Brésil amène ce dernier à se rapprocher des grandes monarchies pétrolières du Golfe pour recueillir des conseils et partager les expériences. Cette visite de Lula s'est effectuée quelques jours après la tenue du second sommet de chefs d'État sud-américains et arabes à Doha.

d'une mondialisation dérégulée. La Méditerranée, interface entre l'Europe et le monde arabe, en serait un théâtre d'expression spécifique. Il s'agirait avant tout d'une coopération visant à amortir les nombreux chocs que cette région subit. Consciente de cette dynamique, convaincue qu'un véritable partenariat multilatéral en Méditerranée s'avère nécessaire pour éviter le pire dans une zone si « crisogène », l'Europe développerait avec détermination une authentique politique de coopération avec les pays arabes. Cette stratégie ne saurait alors occulter la variable agricole dans l'équation complexe que soulève la problématique arabo-méditerranéenne. Forte de son ancrage économique dans la région, malgré l'arrivée vigoureuse depuis quelques années de nouveaux acteurs extra-méditerranéens, l'Europe musclerait alors son approche de la question agricole au sujet de l'espace méditerranéen, en dépassant le simple périmètre commercial pour élargir la coopération sur le terrain de la sécurité alimentaire globale. En quelque sorte, c'est en partant de l'agriculture et de ses ramifications en termes d'enjeux sociaux, environnementaux et politiques, que se construirait progressivement la région géopolitique euro-méditerranéenne <sup>25</sup>, illustrant alors le meilleur de la politique étrangère commune d'une Europe enfin opérante dans son voisinage immédiat.

Dans ce scénario, la présence du Brésil en Méditerranée serait sans doute entravée. Les exportations agrocommerciales brésiliennes avec les pays arabes se maintiendraient alors à des niveaux non négligeables, mais elles ne connaîtraient pas cette croissance vigoureuse envisagée auparavant, en partie parce que la cherté du pétrole alourdirait le coût des transports et tendrait à concentrer spatialement les échanges économiques. Rassurés par la nouvelle approche européenne, les pays arabes commenceraient à douter des intentions réelles d'un Brésil aveuglé par sa puissance agricole, parfois perçue comme une forme moderne de colonialisme. De même, privilégiant de loin le volet commercial, l'absence de mesures durables en faveur du développement pourrait nuire à l'image du Brésil dans la région.

Par ailleurs, une mutation des orientations diplomatiques brésiliennes, ajoutée à des difficultés sociopolitiques internes importantes, pourrait modifier l'expression mondiale de la puissance brésilienne. L'impact écologique du développement agricole brésilien, notamment sur l'Amazonie, serait également sous le feu des critiques puisque chaque pays de la planète devra adopter des modèles de croissance plus durable. Moins tourné vers le monde arabe, où l'Europe serait de retour, le Brésil aurait alors tendance à se focaliser sur sa coopération en Amérique latine et à regarder davantage l'Afrique subsaharienne comme nouvelle cible de son exploration internationale.



---

25. Voir le rapport annuel du CIHEAM, *Méditerranée 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008. Se reporter au scénario n° 4, « Une Euro-Méditerranée en confiance », qui présente l'esquisse générale d'une association stratégique entre l'Europe et la Méditerranée basée sur la coopération agricole, alimentaire et environnementale.

Nous avons ici tenté de présenter les nouvelles dynamiques exprimées par la puissance brésilienne, d'un point de vue politique et diplomatique, mais également économique. Le réveil du plus grand pays d'Amérique du Sud s'est manifesté par une prise de position forte sur la scène internationale, en s'imposant en tant que représentant et défenseur des intérêts des pays émergents, mais également par une montée en puissance commerciale, notamment pour les exportations agricoles.

L'objectif de cet article était aussi de montrer, dans un contexte international caractérisé par le retour au premier plan de l'agriculture, que la convergence d'intérêts entre le Brésil, puissance exportatrice agricole, et les pays arabes, dépendants sur le plan alimentaire, constituait un terrain d'analyse non dénué de sens pour explorer l'avenir à court comme à moyen terme. Façonnée dans un cadre diplomatique innovant, qui cherche à promouvoir le dialogue entre États sud-américains et arabes, cette entente est certes cordiale mais avant tout très pragmatique entre l'acteur émergent de ce monde et le « vide-grenier » de la planète.

Dans une période où l'on s'efforce de mettre en place l'Union pour la Méditerranée, souligner ces dynamiques Sud-Sud et cette pénétration du Brésil sur les rives méridionales du Bassin méditerranéen n'est peut-être pas si anodin. Les désordres agricoles et l'insécurité alimentaire constituent des facteurs déterminants pour transformer des frustrations en secousses sociopolitiques en Méditerranée. L'Europe, pour des raisons géostratégiques mais aussi pour redonner du souffle à son projet politique, ne peut ignorer cette réalité.

---

## FUTURIBLES INTERNATIONAL - 20-21 OCTOBRE 2009

### LA PROSPECTIVE TERRITORIALE : POUR QUOI FAIRE ? COMMENT FAIRE ? CONCEPTS, MÉTHODES, PRATIQUES ET TÉMOIGNAGES

#### ANIMATEURS

**Hugues de Jouvenel**, directeur général du groupe Futuribles, **Pierre-Jean Lorens**, directeur de la prospective, de la planification et de l'évaluation de la région Nord-Pas-de-Calais, **Jean-Loup Molin**, directeur adjoint Prospective et stratégie d'agglomération de la communauté urbaine de Lyon, **Véronique Lamblin**, directrice d'études du groupe Futuribles, **Isabelle de Boismenu**, directrice d'études à l'AUDIAR (Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise), et **François de Jouvenel**, directeur d'études du groupe Futuribles.

#### OBJECTIFS

Former les participants aux méthodes et pratiques de la démarche prospective comme instrument d'évaluation et d'anticipation vis-à-vis des futurs possibles, et comme instrument d'élaboration de projets et de stratégies de développement durable.

Présenter, en théorie et à partir de cas concrets, les concepts, les méthodes et les modalités de mise en œuvre d'une prospective appliquée à l'exploration des futurs, possibles et souhaitables, de territoires divers par leur taille et leurs caractéristiques : communautés urbaines, communautés d'agglomérations, pays, départements, régions...

#### PROGRAMME

- Introduction à la prospective territoriale
- Étapes de la prospective :  
du diagnostic du territoire à sa stratégie de développement
- La prospective en Nord-Pas-de-Calais
- Grand Lyon Millénaire III : un dispositif de veille, prospective et débat
- Le Havre pointe de Caux estuaire à l'horizon 2020
- L'expérience prospective de l'agglomération de Rennes
- La prospective appliquée aux territoires de la politique de la ville
- Lancer une démarche de prospective territoriale : pourquoi ? Comment ?

#### PRIX

Les frais de participation sont de 1 200 euros HT, soit 1 435,20 euros TTC\*, payables lors de l'inscription à Futuribles International (déclaré organisme de formation). Ils comprennent la participation à l'ensemble de la formation, les déjeuners et le dossier de base remis aux participants.

#### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Programme détaillé consultable sur le site Internet [www.futuribles.com/formation.html](http://www.futuribles.com/formation.html) ou envoyé sur demande auprès de Corinne Roëls, Futuribles International, 47, rue de Babylone - 75007 Paris - France • Tél. : 33 (0)1 53 63 37 71 Fax : 33 (0) 1 42 22 65 54 • E-mail : [croels@futuribles.com](mailto:croels@futuribles.com)

\*Remise de 10 % en cas d'inscription multiple dès la deuxième participation, dispense de frais pour les membres partenaires de Futuribles International et remise de 50 % pour les membres associés (valable pour une personne par session de formation).